

LE QUÉBEC CHOISIT. LE BLOC AGIT.



Mise à jour économique :

La santé et les aînés mis de côté en pleine pandémie

Québec, le 30 novembre 2020– Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou, ont dénoncé une mise à jour économique fédérale qui abandonne le réseau de la santé du Québec en pleine deuxième vague de COVID-19 ainsi que les aînés, personnes les plus vulnérabilisées par la pandémie.

« Alors qu'on frôle les 1 500 nouveaux cas quotidiens de COVID au Québec, c'est impardonnable que la mise à jour économique ne dégage pas d'espace pour une hausse substantielle et durable des transferts en santé. Justin Trudeau annonce donc, par ailleurs, au Québec et aux provinces que la rencontre promise sur les transferts en santé sera une perte de temps puisqu'il ne leur réserve pas un sou. Rien non plus pour les aînés, qui sont les plus touchés par la pandémie et les mesures de confinement. Le Bloc Québécois reviendra à la charge dès demain pour dénoncer l'abandon de nos travailleurs et travailleuses de première ligne et de nos plus vulnérables », a déclaré M. Blanchet.

Santé et aînés

En plus de déplorer l'absence d'une hausse des transferts en santé, le Bloc Québécois reproche au gouvernement fédéral de privilégier l'imposition de normes fédérales pour les centres de soins de longue durée. « Essentiellement, les libéraux veulent donner des leçons sans donner au Québec et aux provinces les moyens financiers d'offrir des soins de qualité aux aînés. C'est de l'argent prévisible dont le réseau de la santé a besoin et Ottawa se désiste de ses responsabilités », a reproché Mme Vignola. Le Bloc Québécois avait également demandé une bonification permanente de 110 \$ par mois de la pension de vieillesse pour soutenir les aînés durement éprouvés par la crise sanitaire et déplore qu'ils soient complètement ignorés.

Déficit

Alors qu'Ottawa annonce un déficit de 381 G\$, le Bloc Québécois insiste sur la nécessité de créer immédiatement un comité spécial pour étudier l'ensemble des dépenses liées à la COVID-19. « Les entreprises, les travailleurs et les familles du Québec ont eu besoin d'aide financière pour traverser la pandémie et beaucoup de mesures fédérales sont des propositions du Bloc Québécois. C'est normal qu'il y ait un coût, mais il ne faut pas sortir l'ampleur du déficit de la réflexion comme le font les libéraux parce que c'est un héritage coûteux à laisser aux générations futures. À la lumière de cette insouciance, du scandale We Charity et de l'octroi de contrats douteux valant des centaines de millions, il y a urgence de créer le comité spécial promis par le gouvernement pour s'assurer que l'argent des contribuables est utilisé pour les bonnes raisons : aider les Québécois », fait valoir la députée de Beauport-Limoilou.

Environnement

Ottawa échoue à mettre en place une relance verte comme le propose le Bloc Québécois, selon Julie Vignola. « La section sur l'environnement est l'une des plus minces de toute la mise à jour. Le fédéral rate l'occasion de passer au 21^e siècle, de créer des emplois et de relancer l'économie en passant par les énergies propres, la recherche et le développement économique régional. Il s'en tient plutôt à nous annoncer encore qu'il va, peut-être un jour, planter des arbres », a-t-elle dénoncé.

Soutien aux industries durement frappées

Le Bloc Québécois constate que le gouvernement annonce un « Programme de crédit pour les secteurs durement touchés », mais que les détails se font encore attendre. « Nous sommes au huitième mois de la pandémie et le fédéral nous dit qu'il n'est pas encore prêt à venir en aide au tourisme, à l'hôtellerie, aux arts et à la culture, aux grands événements et plus encore. Nous constatons également qu'Ottawa n'annonce toujours pas de soutien pour l'aérospatiale. Il y a décidément encore énormément de travail à faire pour les industries les plus durement frappées par la COVID », a annoncé Mme Vignola.

Justice fiscale

Le Bloc Québécois accueille favorablement l'imposition de la facturation de la TPS pour les géants du Web dès le 1^{er} juillet 2021 et d'imposer leurs revenus en sol canadien d'ici 2022. « Il n'y a toutefois pas de raison d'attendre. Ottawa a le pouvoir d'agir. Il doit le faire maintenant, alors que la culture et l'économie du Québec souffrent de la pandémie pendant que les géants du Web engrangent des profits record. Ils doivent participer à la relance », a poursuivi Julie Vignola.

Un plan de relance « à venir »

« Finalement, on constate qu'il faudra encore attendre jusqu'au budget pour en savoir davantage sur le plan de relance des libéraux. Le document déposé aujourd'hui est beaucoup plus chargé en mesures déjà annoncées qu'en vision d'avenir. Somme toute, le Bloc Québécois est déçu de cet exercice qui multiplie les dépenses dans des microprogrammes ciblés, mais qui ne confronte pas la réalité : nous sommes dans une crise de santé publique, nous devons prioriser la santé et les personnes vulnérables », a conclu Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois.

-30-

Source :

David Rompré, Directeur du bureau de circonscription

Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou

418-663-2113

David.rompre.308@parl.gc.ca